Renaud de la BROSSE, *Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation*

Bruxelles, Bruylant, coll. Médias, sociétés et relations internationales,
2013, 392 pages

Gilbert Toppé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9468>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.9468](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9468)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 414-416

ISBN : 978-2-8143-0233-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilbert Toppé, « Renaud de la BROSSE, *Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation* », *Questions de communication* [En ligne], 26 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9468> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9468>

l'information, d'aujourd'hui et du futur, ont une attitude plus expérimentale que les modes traditionnels du journalisme qui sont en perdition (p. 263).

Le journaliste web enrichit au quotidien le site pour lequel il travaille en contenus éditoriaux. Grâce à l'instantanéité permise par l'internet, il écrit et met à jour en temps réel des articles et des brèves. Il peut y intégrer différentes sources de clics telles des liens hypertextes, des vidéos, des images, du son... Il peut participer aux choix de la ligne éditoriale, à la rédaction de newsletters envoyées aux abonnés. L'auteur avertit que « faire du journalisme sans photo, c'est comme écrire des phrases sans verbe » (p. 126). Il faut aussi « veiller à ne pas créer d'images qui mentent ou trompent le lecteur » (p. 129). Le journaliste peut également réagir aux avis et commentaires laissés par les internautes sur le site où est publié l'article ou sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, il réalise une veille technologique sur des blogs et sites influents afin de proposer des sujets en fonction des besoins et interrogations des lecteurs. L'auteur qualifie cette pratique de conversation de l'actualité (p. 239).

Du point de vue rédactionnel, l'ouvrage est très technique puisqu'il s'adresse, exclusivement ou presque, aux étudiants en journalisme et aux journalistes en activité. Il intéresse aussi ceux qui souhaitent approfondir l'usage des nouvelles technologies dans le cadre de leur pratique. Cette étude argumentée s'appuie sur de nombreux exemples, des cas pratiques et des citations le lecteur pouvant s'appuyer sur ces nombreuses leçons pour confronter ses analyses à celles de l'auteur et en tirer de nouvelles perspectives de recherche ou même de pratique.

L'ouvrage est intéressant parce qu'il donne des outils de réflexion et même de travail au journaliste en général et au journaliste web en particulier pour que celui-ci soit en phase avec le monde d'aujourd'hui, dominé par la vitesse de l'information avec le développement du numérique. Dans ce contexte, il permet au lecteur de se remettre en cause chaque fois qu'il se rend compte qu'il n'est pas à jour par rapport à une technologie évoquée dans le texte. S'il ne se « considère pas comme un expert », mais comme quelqu'un qui a « la chance d'en connaître un certain nombre » (p. ix) car étant lui-même journaliste web, Mark Briggs a su traduire son expérience personnelle et même celle de plusieurs autres, dans ce domaine.

Gilbert Toppé

Université Alassane Ouattara, Bouaké, CIV
toppe_gilbert@yahoo.fr

Renaud de la Brosse, Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation.

Bruxelles, Bruylant, coll. Médias, sociétés et relations internationales, 2013, 392 pages

Clairement rédigé, l'ouvrage est structuré en deux parties comprenant chacune trois chapitres : « Régulation et démocratie » (pp. 29-171) et « Régulation et démocratie en Afrique subsaharienne » (pp. 173-365). Il décrit et analyse le paysage de la régulation des médias dans plusieurs pays en général et en Afrique subsaharienne en particulier. Par exemple, l'ouvrage explique que, en Afrique, après plus de 50 ans d'indépendance, marquées par le règne de partis uniques et de dictatures militaires, la plupart des pays africains sont engagés, depuis le début des années 90, dans des processus de démocratisation politique. Dans certains cas, comme en Côte d'Ivoire, il y a eu des crises politiques majeures, voire des rébellions (p. 198).

Selon Renaud de la Brosse, cette démocratisation s'est accompagnée d'une libéralisation entière ou partielle du paysage médiatique : des lois sur les médias ont vu le jour ou des lois existantes ont été réformées pour s'adapter au nouveau contexte politique. Cette ouverture du marché des médias a entraîné l'explosion de leur nombre, interviennent des acteurs divers, venant du secteur public et/ou du secteur privé. Pour chaque État, il est apparu nécessaire d'encadrer ces nouveaux flux. Ce contrôle qualifié de régulation est un concept juridique aux contours flous (p. 34).

Dans les pays autoritaires, les médias représentent un pan de l'appareil étatique, ce qui signifie que la régulation des médias s'apparente à l'autorisation de faire de la propagande médiatique pour atteindre des objectifs politiques (p. 67). Mais dans les pays d'inspiration libérale, la régulation des médias est vue comme un mécanisme qui presse le gouvernement et l'État pour que les médias soient au cœur de la démocratisation de la société (p. 17). À ce propos, Philippe Bourde soutient (2004, « Régulations et dérégulations libérales des médias audiovisuels », *Acrimed*, mai) qu'« il peut sembler pour le moins étrange que les premiers États à s'être dotés d'une loi à première vue restrictive de la liberté de communication soient des pays d'inspiration libérale. Pour autant, ce paradoxe n'est qu'apparent. L'idée de régulation est en fait assimilée à celle des libertés. Liberté d'obtenir une fréquence, liberté inscrite dans le droit de diffuser des programmes et dans celui de les recevoir ».

Dans le cas africain, la régulation intervient dans un contexte où beaucoup d'entreprises de presse ne sont pas économiquement viables, où les journalistes vivent

dans la précarité et ne sont pas toujours bien formés et où la plupart des organes de presse appartiennent à des partis et groupement politiques (pp. 180-181). Dans la pratique, les rapports entre les médias et l'autorité publique ont souvent été mauvaises : « Au Nigeria, par exemple, où gouvernements civils et militaires ont alterné depuis 1966, les relations entre presse, journalistes et pouvoir ont toujours été très tendues » (p. 195).

Pour Renaud de la Brosse, la régulation des médias est un arbitrage indépendant dans un contexte où le public a droit à une information dépassionnée. Naturellement, la régulation des médias a nécessairement besoin de l'appui des pouvoirs législatif et judiciaire. Des exemples pris ici et là, en Occident (États-Unis, p. 68 ; Royaume-Uni, p. 72 ; France, p. 73) et en Afrique (Côte d'Ivoire, p. 197), démontrent que ce système garantit la liberté de la presse. Il est évident que l'absence de régulation est un facteur qui nuit gravement au processus démocratique et le drame rwandais est un cas palpable parmi tant d'autres. En effet, « il a été établi, notamment par le tribunal pénal international pour le Rwanda (T.P.I.R.), que des médias comme la Radio Télévision Libre des Mille Collines (R.T.L.M.), Radio Rwanda ou le périodique *Kangura*, contrôlé en sous-main par le responsable des services secrets rwandais et dirigé par Hassan Ngeze – un cordonnier de profession... – ont psychologiquement accompagné et justifié le génocide perpétré contre la communauté tutsi, qui a coûté la vie à plusieurs centaines de milliers de Rwandais » (p. 111).

Comme toute œuvre humaine, le processus de régulation des médias peut comporter des failles. Que ce soit du côté de l'Europe (cas hongrois en 1997 avec la Commission nationale de la radio et de la télévision, p. 157) ou de l'Afrique, où il n'y a pas encore de standards continentaux pour ce qui est de la régulation, l'auteur invite à renforcer la coopération entre les organes de régulation et les partenaires internationaux comme l'Unesco (p. 163), l'Organisation internationale de la francophonie (p. 163) et, surtout, à prendre un certain nombre de dispositions pour que les organes de régulation aient des règles de fonctionnement claires, depuis la désignation des membres (p. 259) jusqu'à leurs compétences (p. 260), en passant par leurs budgets qui doivent être consistants.

Finalement, le livre dresse une sorte de bilan du fonctionnement de la régulation des médias en Afrique, en soulignant qu'il existe malgré tout une légère avance des pays francophone sur les pays anglophones en matière de régulation des médias (p. 194) : s'agissant de l'Afrique anglophone, où la

presse a toujours été la plus importante en termes de tirages et la plus riche en nombre de titres, l'ouverture au pluralisme radiophonique n'a, en revanche, pas été plus rapide que dans l'espace francophone (p. 315).

Le lecteur non spécialiste des médias peut comprendre le sujet exposé par l'auteur grâce à des exemples pertinents. Pour le lecteur plus avisé ou expérimenté, ces nombreux exemples l'enrichissent et lui permettront de faire des comparaisons, de confronter ses analyses à celles de l'auteur pour en tirer de nouvelles perspectives de recherche. D'un point de vue substantiel, le titre *Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation* est en lui-même très explicite et renvoie à une problématique plus générale : le rapport étroit entre les médias et la démocratie en Afrique. Au-delà de l'opportunité qu'offre ce livre de faire le bilan de la régulation des médias en Afrique, les aspects particuliers liés au renforcement du rôle des médias dans l'approfondissement de la liberté de l'information et de la communication, ainsi que l'enracinement de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique constituent des centres d'intérêt majeur, en ce qu'ils se situent au cœur des préoccupations du continent. Aujourd'hui, avec l'évolution des technologies de l'information et de la communication, l'élargissement du champ de la régulation dans ce domaine est également au centre des débats.

L'ouvrage de Renaud de la Brosse est particulièrement intéressant car les rapports médias-démocratie-développement constituent le fondement de nos champs d'investigation. Dans un contexte de démocratie, les médias ne peuvent qu'être indépendants et viser l'intérêt du peuple en l'aidant à accéder au développement. Or, tel n'est encore pas le cas dans les pays africains en général et les pays au sud du Sahara en particulier, où il y a presque en permanence un conflit entre les médias et les organes de régulation. L'auteur a donc su poser un problème d'actualité, avec des exemples pertinents. En général, les organes de régulation s'imposent moins aux médias publics qu'aux médias privés. L'on a tendance à croire que l'autorégulation est mieux que la régulation.

Le concept de la « liberté » de la presse signifie, pour reprendre Emmanuel Derieux (1995, *Droit des médias*, Paris, Dalloz, 2001, p. 8), la « faculté d'agir, de sa propre initiative, sans y être contraint ni en être empêché par quelque personne, puissance ou autorité qui n'aurait pas été formellement habilitée, ou qui interviendrait pour des motifs, au-delà des limites ou selon des moyens autres que ceux correspondant aux pouvoirs qui lui ont été conférés ». Le contrôle peut être défini

comme la vérification du bon fonctionnement d'un système et consiste à prévoir des mécanismes pour en corriger les défaillances en cas de dysfonctionnement.

Un aspect important de la régulation des médias gagnerait également à être approfondi. Il s'agit de l'aide publique aux médias qui occupe de plus en plus de place dans les rapports entre médias et démocratie en Afrique.

Gilbert Toppé

Université Alassane Ouattara, Bouaké, CIV
toppe_gilbert@yahoo.fr

Mariette DARRIGRAND, *Comment les médias nous parlent (mal). « Contre le pessimisme médiatique et ses effets politiques ».*

Paris, J.-F. Bourin, coll. Thermos, 2014, 80 pages

Ce bref essai propose une réflexion sémiologique sur les effets pernicieux de l'usage redondant de certains mots dans le discours médiatique français. Ancré dans une problématique du quotidien, le propos de Mariette Darrigrand, chroniqueuse radio à France Culture, est ici de dénoncer une forme de dérive langagière aux conséquences sociétales, politiques, parfois même économiques. Elle y décrit « le flot qui nous submerge depuis notre lever » (p. 12), le « bruit de la rue qui vous monte au nez, le langage social [qui] s'immisce et commence son travail analogique. [...] Les mots sont dans l'air. Tous ne vous atteignent pas, mais tous sont voltigeants. Insectes de votre vie urbaine ou campagnarde, ils bruissent » (pp. 5-6).

S'il n'y a rien de très original à dépeindre notre société comme hypermédiatique, ce qui est sans doute plus intéressant c'est la volonté de souligner que cette hypermédiatisation due à la démultiplication des sources émettrices laisse la voie ouverte aux énoncés doxiques, renforçant à chaque fois un peu plus la sinistrose ambiante. La *doxa*, vivier du dire journalistique, repose sur un manque de mise à distance, un manque de clairvoyance et de nuance, c'est une « voix off perpétuelle, cette *vox populi* que chacun d'entre nous, habitants d'une société bavarde, entend, puis parle à un moment de sa vie ou de sa journée » (p. 65). La *doxa* est l'opinion commune, majoritaire et, si selon la conception aristotélicienne, elle contribue à établir du lien social, elle n'en demeure pas moins à l'état brut dans les médias. Elle agit « comme une litanie. Dans 90 % des cas, la mauvaise nouvelle nourrit cette rengaine doxique. Est créée une répétition en rythme du malheur, comme le *blues* des années 1910. Il nous prend dans sa plainte chaloupée. Et le sortilège opère. Nous sommes à la fois déprimés et rassurés, bercés et menacés » (p. 13).

À travers la sur-utilisation de certains mots, l'auteure montre que ce « média *blues* » ou « *doxa blues* » (p. 11), « ce chant pessimiste » (p. 14) fait plonger dans les abîmes d'un déclinisme inhibiteur qui fait notamment la part belle aux discours populistes de tous bords. Ainsi, ces dernières années des mots comme « fragile », « la Crise », « la colère », sont-ils répétés à l'envi accompagnés d'images de « naufrage », de « tempête », de « catastrophe ». L'usage galvaudé de ces termes illustre des représentations cristallisées qui, pour magnétiques qu'elles soient (le catastrophisme et le sensationnalisme s'avèrent toujours vendeurs...), inquiètent et finissent par paralyser. C'est bien là tout l'enjeu de l'ouvrage, montrer que relayer cette *doxa* dans l'espace médiatique revient à priver la société de sa force créatrice et donc de toute perspective : « Cette imagerie remplit les *best-sellers*, les *blockbusters* ou les jeux en ligne. Elle est un signe social tant qu'elle reste dans cette consommation ludique. Elle devient un problème sociopolitique quand elle migre dans le champ de l'information car elle y construit un décor de l'impossible, de l'horizon bouché. [...] Quand il fait mauvais, en vrai ou en symbolique, l'homme est toujours atteint dans sa propre énergie vitale : le climat intime comme le climat sociétal s'en ressentent. [...] Tout se passe donc comme si, *via* les médias qui en sont la consentante caisse de résonance, nous aimions encore la très vieille idéologie du cassandrisme » (pp. 26-27, 35). En somme, à subir un « flot » doxique en continu, il devient impossible de nager à contre-courant.

Dans son chapitre judicieusement intitulé « Crise passion » (pp. 55-60), l'auteure remarque du reste que, ce lâcher-prise au *fatum* revêt une dimension culturelle prégnante : « En français, la métaphore médicale se filait beaucoup depuis l'émergence du chômage de masse, souvent comparé au *cancer* ou à une *épidémie* et observé à travers des marqueurs, comme en bio-chimie. Mais l'image n'a jamais représenté que le versant négatif des choses. Comme si nous avions la pathologie sans avoir la posologie. En particulier; il n'a jamais été question dans le vocabulaire médiatique français, de *convalescence*. Or ce concept est devenu très important dans le vocabulaire médiatique américain et anglais. [...] N'étant pas ancré dans la pensée positive de nos amis d'Outre-Atlantique, nous sommes privés de l'idée que nous pouvons recouvrer nos forces » (pp. 56-57).

Ces réflexions sémiologiques induisent l'idée que la redondance de ces images (verbales ou visuelles) est signifiante car elle reflète quelque chose de la société dans laquelle elles éclosent et se propagent. On aboutit alors rapidement à une remise en cause du rôle des